

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 5 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBERT et DUVAL

Avenue Jean Jaurès
58160 Imphy

Références : 240158
Code AIOT : 0025100044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement AUBERT et DUVAL, implanté Avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT et DUVAL
- Avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy
- Code AIOT : 0025100044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUBERT & DUVAL est autorisée à exploiter des unités de fusion et de traitement des métaux sur la commune d'Imphy. La société AUBERT&DUVAL exploite ses unités sur la même emprise géographique que le site d'APERAM.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a fait apparaître que l'établissement et les installations sont bien gérés et bien entretenus.

La visite a porté principalement le suivi de l'incident du 13/12/2023,

Le sujet du bruit reste à travailler suite à la transmission du rapport de mesure de février 2023 qui présente des non-conformités. Aubert et Duval envisage de présenter prochainement un plan d'actions à la DREAL en réponse à ce constat.

Les installations électriques représentent un fort enjeu de l'établissement. Beaucoup de non-conformités sont identifiées.

Les installations utilisant un combustible gazeux sont en cours de suppression, l'établissement travaille activement sur le sujet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident	Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 45	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention et lutte contre le bruit	Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 25.1	Demande d'action corrective	5 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 33.2	Demande d'action corrective	5 mois
5	Détection de gaz – Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 43.7	Demande d'action corrective	12 mois
6	Exploitation – Entretien	Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 43.8	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 2	Sans objet
7	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 40.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- indiquer dans le plan d'urgence d'alerter la DREAL au plus vite de la présence d'un accident ou incident, de fournir à la DREAL « sous 15 jours », un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les paliers et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise, ne pas mettre les noms (DREAL adresse générique) ;
- finaliser les actions correctives issues de l'incident du 13/02/2023.

Concernant le bruit, l'exploitant doit :

- déposer un porter-à-connaissance d'ici le 30/06/2024 qui :
 - proposera une redéfinition des emplacements des points de surveillance ;
 - sollicitera la modification de l'article 25.2 définissant les niveaux acoustiques en se recalant sur la réglementation nationale ;
 - présentera un plan d'actions visant à réduire l'impact sonore du PROMINDUS (l'étude SIM ENGINEERING propose 3 scénarii en ce sens).

Dans le cadre des vérifications périodiques :

- réaliser une évaluation de l'adéquation entre les matériels installés et les atmosphères explosives ;
- réduire de moitié le nombre de non-conformités restantes issues des rapports de vérifications électriques ;
- lever les 5 non-conformités issues des rapports Q18 du 07/11/2023 ;
- lever les 3 non-conformités de priorité 1 du rapport Q19.

L'inspection demande de mettre en conformité les installations utilisant un combustible gazeux, si celles-ci ne sont pas remplacées prochainement, de s'assurer du contrôle régulier des installations, et de consigner les résultats par écrit.

L'exploitant doit :

- s'assurer que chaque soudeur dispose d'une attestation d'aptitude professionnelle spécifique ;
- désigner nommément une personne chargée de la surveillance de l'exploitation ;
- s'assurer de la levée de la globalité des non-conformités des équipements thermiques du four ;
- s'assurer de la levée des non-conformités issues du four.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : AUTORISATION 2545 - Acier, fer, fonte, ferro-alliages (fabrication d'), à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance du (des) four(s) susceptibles de fonctionner simultanément est inférieure à 100 kW Puissance totale: 9 868 kW - Atelier refusion : 8 518 kW * Four VAR H13 : 1 600 kW * Four VAR H : 1 600 kW * Four VAR V : 1 468 kW * Four ESR 25 : 1 750 kW * Four ESR 30 : 2 100 kW - Atelier Poudres : 1 350 kW * Four 350 KGS : 350 kW * Four 35 KGS (plus utilisé – non désinvesti) : 100 kW * Four 1500 KGS (plus utilisé – non désinvesti) : 900 kW ENREGISTREMENT 2560-1 - Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW Puissance : 2 500 kW 2921-1a - Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW Puissance totale : 8540 kW - Atelier refusion : 7 200 kW * TAR VAR H13 : 1 100 kW * TAR VAR H et V : 3 300 kW * TAR ESR : 2 800 kW

- Atelier Poudres : 1 340 kW
- * TAR JACIR : 1340 kW

DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PERIODIQUE

2561 - Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages

Puissance totale : 3 752 kW

- Atelier Préparation : 2 880 kW
- * Four TTH gaz T17 : 1 380 kW
- * Four TTH gaz T19 (plus utilisé – non désinvesti) : 1 500 kW

- Atelier Usinage : 672 kW
- * Four TTH électrique court FC1 : 130 kW
- * Four TTH électrique court FC2 : 130 kW
- * Four TTH électrique long FL1 : 170 kW
- * Four TTH électrique long FL2 : 170 kW
- * Four TTH électrique revenu : 72 kW

- Atelier barres anti-vibratoires : 200 kW
- * Four TTH électrique CEBA : 200 kW

Constats :

L'établissement est soumis à :

AUTORISATION

2545 - Acier, fer, fonte, ferro-alliages (fabrication d'), à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance du (des) four(s) susceptibles de fonctionner simultanément est inférieure à 100 kW

Puissance totale: 9 868 kW

- Atelier refusion : 8 518 kW
- * Four VAR H13 : 1 600 kW
- * Four VAR H : 1 600 kW
- * Four VAR V : 1 468 kW
- * Four ESR 25 : 1 750 kW
- * Four ESR 30 : 2 100 kW

- Atelier Poudres : 1 350 kW
- * Four 350 KGS : 350 kW
- * Four 35 KGS (plus utilisé – non désinvesti) : 100 kW
- * Four 1500 KGS (plus utilisé – non désinvesti) : 900 kW

ENREGISTREMENT

2560-1 - Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW

Puissance : 2 500 kW

<p>2921-1a - Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p> <p>Puissance totale : 8 540 kW</p> <p>- Atelier refusion : 7 200 kW</p> <p>* TAR VAR H13 : 1 100 kW</p> <p>* TAR VAR H et V : 3 300 kW</p> <p>* TAR ESR : 2 800 kW</p> <p>- Atelier Poudres : 1 340 kW</p> <p>* TAR JACIR : 1 340 kW</p> <p>DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PERIODIQUE</p> <p>2561 - Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages</p> <p>Puissance totale : 3 752 kW</p> <p>- Atelier Préparation : 2 880 kW</p> <p>* Four TTH gaz T17 : 1 380 kW</p> <p>* Four TTH gaz T19 (plus utilisé – non désinvesti) : 1 500 kW</p> <p>- Atelier Usinage : 672 kW</p> <p>* Four TTH électrique court FC1 : 130 kW</p> <p>* Four TTH électrique court FC2 : 130 kW</p> <p>* Four TTH électrique long FL1 : 170 kW</p> <p>* Four TTH électrique long FL2 : 170 kW</p> <p>* Four TTH électrique revenu : 72 kW - Atelier barres anti-vibratoires : 200 kW</p> <p>* Four TTH électrique CEBA : 200 kW</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 2 : Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex, ...) l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les paliers et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <p>* la procédure à tenir en cas d'accident, gestion et traitements de ces accidents, incidents du 01/07/2020. Cette procédure indique les actions à mener suite à la survenue d'un accident qui conduit à l'altération de la santé physique et mentale du travailleur et les missions de chacun, et la</p>

conduite à tenir en cas d'accident, incendie et autres.

Cette procédure s'applique à l'ensemble des salariés Aubert et Duval, des intérimaires et des sous-traitants.

Cette procédure indique qu'une recherche des causes doit être effectuée systématiquement, de préférence en présence de la victime, pour tout évènement accidentel significatif.

Il est prévu que le responsable hiérarchique établisse un constat d'évènement SSE et est garant de la mise en place des actions immédiates.

Toutefois, il n'est pas retrouvé d'avertir la DREAL en cas d'accident ou incident. Il est uniquement indiqué que le service SSE réalise la déclaration d'accident à la sécurité sociale dans les 48H00.

Il a également transmis le plan d'urgence interne. Celui-ci indique, entre autres, d'alerter la DREAL, toutefois, l'exploitant doit :

- indiquer d'alerter la DREAL au plus vite de la présence d'un incident (réalisé mais non écrit) ;
- indiquer de fournir à la DREAL « sous 15 jours », un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les paliers et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise ;
- ne pas mettre les noms (DREAL adresse générique).

L'inspection revient sur l'incident qui s'est déroulé le 13/12/2023 suite au déclenchement alarme incendie dans le secteur refusion (ESR - Zone stockage copeaux). L'exploitant a appelé la DREAL le 14/12/2023, a transmis la notification de l'incident le 14/12/2023, le rapport d'analyse le 09/01/2024, le suivi du plan d'actions le 04/03/2024.

Lors de l'inspection, l'exploitant a réalisé un suivi de l'état d'avancement des actions engagées. Sur 13 actions découlant de l'analyse, 5 ont été réalisées, 6 actions en cours de réalisation, 2 sont à mener.

L'exploitant doit indiquer dans le plan d'urgence :

- d'alerter la DREAL au plus vite de la présence d'un accident ou incident ;
- d'indiquer de fournir à la DREAL « sous 15 jours », un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les paliers et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise ;
- ne pas mettre les noms (DREAL adresse générique) ;
- finaliser les actions correctives issues de l'incident du 13/02/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention et lutte contre le bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 25.1

Thème(s) : Risques chroniques, Généralité

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de bruits aériens ou de vibration mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du site et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995).</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signallement d'incidents graves ou d'accidents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 23/11/2023, l'exploitant a transmis les conclusions de l'étude réalisée par la société SIM ENGINEERING pour conduire la réduction d'impact sonore dans l'environnement de l'installation PROMINDUS. Les conclusions de cette étude ont également été présentées à la DREAL (SPR+UD) lors d'une réunion en visio le 10/11/2023.</p> <p>L'étude permet de caractériser les niveaux sonores des différents organes du PROMINDUS, d'évaluer leur contribution sonore dans l'environnement, de définir la performance des traitements à mettre en œuvre et de proposer et dimensionner les traitements acoustiques.</p> <p>Cette étude montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compte tenu de la configuration du site, le PROMINDUS n'est pas la seule source sonore contribuant à la non-conformité réglementaire en limite de propriété, et qu'une action sur ce seul équipement serait insuffisante pour atteindre la conformité sur le point n° 2, • le positionnement des points n°1 et 2 pose question dans la mesure où les activités Forges et Laminiers sont arrêtées - les valeurs limites de l'arrêté préfectoral posent également question et sont déjà dépassées par le bruit de fond avec PROMINDUS à l'arrêt. <p>Compte tenu de ces éléments, l'exploitant propose de déposer un PAC d'ici le 30/06/2024 qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> • proposera une redéfinition des emplacements des points de surveillance, • sollicitera la modification de l'article 25.2 définissant les niveaux acoustiques en se recalant sur la réglementation nationale, • présentera un plan d'actions visant à réduire l'impact sonore du PROMINDUS (l'étude SIM ENGINEERING propose 3 scénarii en ce sens).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 33.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 13 100, NFC 14 100 et NFC 15 100.</p> <p>De plus, l'exploitant doit définir sous sa propre responsabilité les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées.</p>

Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et les sources d'éclairage inadaptées doivent être interdites.

Les appareils, masses métalliques et parties conductrices exposés à de telles atmosphères (poussière combustibles, solvants, ...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terres des équipements électriques, masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre doivent être interconnectées et conformes aux normes en vigueur. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées.

Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou modification.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes...), l'exploitant s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.

Constats :

ZONE ATEX

L'exploitant a transmis :

- * Le rapport d'assistance à la définition et classification des emplacements à risque d'explosion dus à la présence d'atmosphère explosive gazeuse ou poussiéreuse du 19/10/2012;
- * Le rapport d'évaluation de l'adéquation entre les matériels installés et les atmosphères explosives du 23/10/2014.

Ce rapport met en avant que les emplacements présentés ne répondent pas intégralement aux exigences de la mise en œuvre de la réglementation ATEX. Lors de la visite, l'inspection a constaté la matérialisation au sol des zones ATEX.

Toutefois, au vu du rapport qui indique que les emplacements présentés ne répondent pas intégralement aux exigences de la mise en œuvre de la réglementation ATEX, vu les remarques issues du rapport, de son étude datant de 2014, l'inspection demande qu'une deuxième évaluation soit réalisée au vu de l'évolution de l'établissement.

L'exploitant nous indique également qu'une formation zone ATEX est prévue le 22/03/24 par l'organisme CNFCE.

Rapport de vérification des installations électriques

L'exploitant a transmis les rapports de vérifications périodiques des installations électrique du 07/11/2023 (N° de rapports : 6175645-013-1, 6090572-013-1, 6211483-013-1, 6211486-013-1, 6175644-013-1, 6100243-013-1, 6175646-013-1, 6175642-013-1, 6211480-013, 6211484-013-1.

L'exploitant explique que les nombreuses non-conformités relevées dans les rapports (presque 500 en 2023) sont dues à un manque d'effectifs en maintenance pendant plusieurs années. Depuis 2 ans, il a engagé un plan de remise en conformité qui a permis de réduire de moitié le nombre total

à ce jour. Il se fixe le même objectif pour 2024.

L'exploitant devra continuer la réduction des non-conformités identifiées.

Certificat Q18

L'exploitant a transmis les 10 certificats Q18 du 07/11/2023,. 5 non-conformités spécifient que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ont été identifiées. Ces points sont issus des rapports N° 6175645-013-1, 6090572-013-1, 6175646-013-1, 6211480-013-1, 6175642-013-1. Sur ces 5 rapports, 4 non-conformités avaient déjà été signalées.

Certificat Q19

L'exploitant a transmis le rapport Q19 de visite du 04 et 05/02/2024. Les installations électriques sont propres mais comportent, entre autres, 3 défauts de priorité 1, à risque d'aggravation potentiellement rapide. Au moment du contrôle, le risque de départ de feu n'est pas négligeable.

* Prévoir un contrôle ultrason sur la partie haute tension.

* Proposer une analyse réseau si présence de défauts montrant la présence d'harmoniques.

* Prévoir l'installation d'une ventilation dans le coffret Bâtiment LX AEROTHERMEX BAV.

L'exploitant devra s'assurer de la levée des actions correctives issues du rapport Q19 :

- réaliser une évaluation de l'adéquation entre les matériels installés et les atmosphères explosives ;
- réduire de moitié le nombre de non-conformités restantes issues des rapports de vérifications électriques ;
- lever les 5 non-conformités issues des rapports Q18 du 07/11/2023 ;
- lever les 3 non-conformités de priorité 1 du rapport Q19.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Détection de gaz – Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 43.7

Thème(s) : Risques accidentels, Détection de gaz – Détection incendie

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mise en place dans les installations, utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 43.6 ci-dessus. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues relatives aux installations électriques. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Constats :

L'exploitant a transmis la cartographie des espaces confinés / zone à risque gaz du 14/02/2024 ainsi que la fiche situation d'urgence en cas de fuite de gaz naturel atelier prépa de 2022. Cette cartographie ne comprend pas les locaux abritant les chaudières gaz. Ces locaux ne sont pas pourvus de capteur de détection gaz. L'exploitant indique qu'il a déjà remplacé 2 chaudières sur 4 par des pompes à chaleur en 2023, qu'il compte en remplacer une troisième en 2024 et que la dernière doit l'être en 2025 après étude de faisabilité en cours.

L'exploitant n'a pas fourni de procédure déclenchant une alarme en cas de dépassement de seuil. Seule une pancarte demande au personnel habilité de rentrer dans les locaux avec un détecteur gaz portatif sur eux.

L'exploitant a transmis le rapport d'activité de maintenance préventive des chaudières gaz labo 1A des 04/09/2023 et 07/12/2023 de la société VINCI. Aucune observation.

L'exploitant a transmis les rapports de vérification des détecteurs de gaz du 05/02/2024 de la chaufferie labo, chaufferie usinage, T17 (atelier prépa du 30/01/2024), ainsi que la consignation de leurs résultats, les fiches de rondes de la chaufferie, et T17. Ces résultats sont consignés.

L'inspection demande de mettre en conformité les installations si celles-ci ne sont pas remplacées prochainement, de s'assurer du contrôle régulier des installations, et de consigner les résultats par écrit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Exploitation – Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 43.8

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – Entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Toute tuyauterie

susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. À l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification est réalisée sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, le type d'intervention cité ci-dessus peut être effectué en dérogation au précédent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

Les alinéas suivant ne s'appliquent pas aux moteurs fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale (groupe électrogène de secours).

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (Journal officiel du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier,
- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'intervention contrôle des équipements thermiques brûleur (four T17) du 28/09/2023. Les équipements thermiques du four sont non-conformes. Ce rapport fait apparaître 14 NC :

Tous ces points font l'objet d'un plan d'actions présenté par l'exploitant.

L'exploitant a transmis un permis de feu. Ce permis est établi lorsque l'analyse des risques fait apparaître un danger d'incendie ou d'explosion occasionné par des travaux par point chaud tels que soudage, meulage, chalutage, ou générant des arcs électriques.

Il doit être renouvelé chaque jour et chaque fois qu'un changement (d'opérateur, de lieu, de méthode de travail ...) intervient sur le chantier. Il appartient à l'entreprise extérieure de prendre contact avec le chargé d'affaires d'Aubert & Duval afin d'établir en commun les mesures de sécurité.

= Celui-ci prévoit une visite de contrôle 2H00 après la fin des travaux.

Aucune personne n'a été nommément désignée. Le plan général de stockage indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés.

L'exploitant a transmis le rapport d'activité de maintenance préventive des chaudières gaz labo 1A des 04/09/2023 et 07/12/2023 de la société VINCI. Aucune observation.

L'exploitant a transmis les rapports de vérification des détecteurs de gaz du 05/02/2024 de la chaufferie labo, chaufferie usinage, T17 (atelier prépa du 30/01/2024), ainsi que la consignation de leurs résultats, les fiches de rondes de la chaufferie, et T17. Ces résultats sont consignés.

Les soudeurs ne disposent pas d'attestation d'aptitude professionnelle spécifique, les travaux étant réalisés par des entreprises extérieures.

Les installations sont exploitées sous la surveillance du service maintenance qui vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Chaque dysfonctionnement fait l'objet d'un bon de maintenance. Chaque suivi est enregistré sur GMAO.

L'exploitant doit :

- s'assurer que chaque soudeur dispose d'une attestation d'aptitude professionnelle spécifique,
- désigner nommément une personne chargée de la surveillance de l'exploitation,
- s'assurer de la levée de la globalité des non-conformités des équipements thermiques du four,
- s'assurer de la levée des non-conformités issues du four.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2005, article 40.1

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose d'aires de réception et de stockage des ferrailles et des refus de tri éventuels. Ces aires sont nettement délimitées, séparées, clairement signalées et couvertes si

nécessaire. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires. De plus, les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets métalliques doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, de ruissellement et les produits répandus accidentellement.

Constats :

L'exploitant a transmis le plan des zones déchets mis à jour le 25/10/2019 avec capacité maximale associée.

L'étanchéité des sols et voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets métalliques a été vérifiée lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite